

COMMUNE DE

VAUREILLES

Extrait du Registre des Arrêtés du Maire N°2024-06

Objet : Arrêté portant réglementation des heures de mise en service/coupure de l'éclairage public sur le territoire de la commune de VAUREILLES

Le Maire de la commune de Vaureilles

VU l'article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui charge le Maire de la police municipale ;

VU l'article L2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques et notamment l'alinéa 1° dans sa partie relative à l'éclairage ;

VU le Code Civil, le Code de la Route, le Code Rural, le Code de la Voirie Routière, le Code de l'Environnement ;

VU la Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41 ;

VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et notamment son article 189 ;

VU la délibération du Conseil Municipal 02/12/2022

VU les normes : NF C 15-100 relative à la sécurité, au bon fonctionnement des installations électriques basse tension et aux besoins normaux des usagers, NF C 17-200 relative aux installations d'éclairage extérieur, NF EN 60-598 relative aux luminaires, guirlandes et projecteurs ;

VU les normes EN 13201 relatives à l'établissement de prescriptions sur les zones de circulation dans les espaces publics extérieurs dans le but d'assurer la sécurité des usagers, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes ;

CONSIDERANT la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre et l'insécurité, d'engager des actions volontaristes en faveur des économies d'énergie et de la maîtrise de la demande en électricité, et, considérant que, à certaines heures, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue ;

ARRETE

Article 1 : pour un éclairage public nécessaire, suffisant et durable, celui-ci sera interrompu aux lieux, dates et heures suivantes :

- Vaureilles (coffret K)
- Vaureilles Pré Long (coffret L)
- Pachins (coffret E)
- Pré Long (coffret D)

- Buffières (coffret C)
- Le Fans (coffret H)
- Du 1^{er} janvier au 31 mai de 23H à 6H00
- Du 1^{er} juin au 1^{er} septembre du lundi au jeudi à 23H et du vendredi soir au dimanche soir à 0h00, pas d'allumage le matin pendant cette période
- Du 2 septembre au 31 décembre de 23H à 6H00
- Excepté les dates et lieux ci dessous où il est maintenu toute la nuit : :
 - 23 mars 2024 pour le Bourg de Pachins (Coffret E)
 - 19, 20 avril 2024 pour le bourg de Vaureilles (Coffret K et L)
 - 7, 8 , 9 juin 2024 pour le bourg de Vaureilles (Coffret K et L)
 - 6 juillet 2024 pour le bourg de Vaureilles (Coffret K et L)
 - 20 juillet 2024 pour le bourg de Vaureilles (Coffret k et L)
 - 9, 10, 11 août 2024 pour le bourg de Pachins (Coffret E)

Liste des hameaux exclus : BARRABIE, BORREDON, route de BUFFIERES, CAMBURAT, CARREYRIE, CAVAGNAC, CUREBOURSOT, LABRO, MAS DE MIQUEL, TAYRAL

Article 2 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans le recueil des actes administratifs et dont une publicité des dispositions sera faite. Ils sont également chargés d'en adresser une copie pour information et pour suite à donner à :

- Monsieur le Préfet de l'Aveyron,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Aveyron,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Aveyron, Direction des Routes et des infrastructures,
- Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Energies De l'Aveyron (SIEDA),
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Plateau de Montbazens
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Capdenac
- Monsieur le chef de centre du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Mesdames et Messieurs les titulaires d'autorisations d'occupation du domaine public communal.

Fait et publié à Vaureilles, le 22 janvier 2024
Le Maire,
Claude HENRY



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- précise que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication.